

# Assemblée nationale/Résolution de l'Union européenne (UE) contre le Gabon

## Le groupe parlementaire PDG relève des incohérences

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**C'est son vice-président, le député du deuxième siège du département de la Sébé-Brikolo (dans la province du Haut-Ogooué), Luc Oyoubi, qui a réagi, hier, à la résolution du Parlement européen contre notre pays. Une déclaration, ayant été l'occasion pour les élus du parti au pouvoir à l'Assemblée nationale de condamner une approche qu'ils ont qualifiée de «partisane qui concourt à déstabiliser les institutions de la République gabonaise».**

LA résolution de l'Union européenne (UE) contre le Gabon continue de susciter des réactions vives au sein de la classe politique gabonaise. Hier, les députés du groupe parlementaire PDG sont, à leur tour, montés au créneau. Par la voix de Luc Oyoubi, le vice-président dudit groupe, ils ont condamné l'initiative des députés européens, tout en relevant des «incohérences». Ainsi, cet élu national a marqué son étonnement par rapport à la décision des eurodéputés. Considérant qu'ils ont été induits en erreur par leur «mission d'observation», le groupe parlementaire a fustigé l'acharnement contre

«un processus qui a été mené légalement et légitimement à son terme». Pour l'orateur, l'opacité relevée par les élus européens ne tient pas compte des dispositions constitutionnelles. Notamment la loi n°7/96 du 12 mars 1996, modifiée par l'ordonnance n°0004/2006 du 22 août 2006, qui dispose en article 108, 2e alinéa, «... les bulletins contenus dans l'enveloppe portant la mention vote et ceux contenus dans l'enveloppe portant la mention poubelle sont incinérés publiquement». En outre, il a martelé que l'incohérence des griefs des parlementaires européens en mission d'observation, par

rapport à la loi gabonaise, dénote, selon lui, d'une «non prise en compte» ou d'une «méconnaissance» du Code électoral de la République gabonaise par la mission d'observation européenne. Laquelle, a poursuivi M. Oyoubi, a délibérément violé les règles d'usage en la matière, «entraînant avec elle nos homologues européens». «Nous condamnons cette approche partisane qui concourt à déstabiliser les institutions de la République gabonaise, qui ont librement choisi de faire appel à ces mêmes observateurs de l'UE», a-t-il insisté. Non sans indiquer que : «L'élection du président de la République



Vice-président du groupe parlementaire PDG à l'Assemblée nationale, Luc Oyoubi, lors de la déclaration.

est acquise». Avant d'appeler les acteurs politiques nationaux de tous bords à s'accorder sur les meilleures conditions d'une démocratie apaisée. «Ainsi, pourrions-nous organiser les prochaines élections législatives et locales dans la sérénité et le respect des recommandations du dialogue politique à venir», a conclu l'orateur.

## Résolution du Parlement européen contre le Gabon

### Guy-Christian Mavioga : "Aucune légitimité ne peut exercer un pouvoir sans légalité"

SM  
Libreville/Gabon

LE secrétaire exécutif du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy-Christian Mavioga, par ailleurs porte-parole de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, a, lui aussi réagi à la résolution récemment adoptée par les eurodéputés contre le Gabon. Hier, à la faveur d'une déclaration devant plusieurs représentants des médias, il a fait valoir que «le Gabon, dans tous les cas, reste un État souverain, donc qui ne reçoit d'injonctions que de sa Constitution». Et non de l'Union européenne, de

l'Union africaine ou de la Communauté internationale. «La réalité, a-t-il dit, c'est qu'Ali Bongo Ondimba est bel et bien président de la République gabonaise ; la réalité est que le Gabon est un État de droit et donc un État souverain ; la réalité c'est que le Gabon a des institutions constitutionnelles qui, seules, ont le pouvoir dans la vie politique du pays.» Et de poursuivre : «S'il est bien d'avoir la légitimité, celle-ci ne peut malheureusement pas exercer un pouvoir sans légalité.» Alors que, selon lui, «le contraire est possible et devient de plus en plus récurrent à travers le monde.» Et de souligner que le président

français, François Hollande, est en train de terminer son mandat sans la popularité nécessaire. Y compris le président américain, Donald Trump qui entame le sien sans également bénéficier de ladite popularité. «Nous devons éviter d'entraîner notre peuple vers un chemin de naïveté politique en faisant naître en lui de fausses espérances», a conseillé le secrétaire exécutif du BDC. Et d'ajouter : «Nous devons avoir le courage de dire la vérité que les conclave de députés européens n'engagent qu'eux-mêmes». Non sans attirer l'attention de la communauté internationale en ce qu'il est «préférable pour elle, de commencer par enlever la pou-

tre qui se trouve dans ses yeux, plutôt que de chercher à enlever la paille qui se trouve dans les yeux des petites nations". Car, a-t-il laissé entendre, «nous savons tout le mal que nos nations subissent par leur faute». Face à cela, Guy-Christian Mavioga a simplement exhorté, à nouveau, le peuple gabonais à s'asseoir autour d'une même table «pour construire ensemble la nouvelle République», tel que souhaité par le président de la République, Ali Bongo Ondimba.



Une phase du point-presse du leader du BDC, hier, au siège du parti.

## Climat sociopolitique au Gabon/Eglise catholique Elle estime le dialogue impératif et incontournable

SM  
Libreville/Gabon

**Dans un message délivré, samedi dernier, à l'endroit de la nation gabonaise et de tous ceux qui veulent le bonheur du Gabon, archevêque et évêques réunis au sein de la Conférence épiscopale du Gabon ont dit leur disponibilité à accompagner tout processus visant à sortir notre pays de la situation de crise qu'il traverse depuis plusieurs mois, voire des années.**



Les évêques du Gabon, au sortir de la célébration eucharistique à l'issue de leur conférence.

«L'ÉGLISE catholique continue de prier pour le Gabon et demeure disponible pour accompagner un processus de sortie de crise pour le bien de notre pays». Ce sont, entre autres, les propos des leaders de l'église catholique du Gabon délivrés, le week-end dernier, à l'issue de leur session plénière extraordinaire relative au changement du chargé d'Affaires de la Nonciature apostolique au Gabon. De même qu'ils estiment que «le dialogue est impératif, incontournable et indispensable pour sortir le Gabon de la crise».

Comme pour inviter chaque fils et fille du pays à contribuer

au retour d'un climat apaisé, la Conférence épiscopale du Gabon affirme, comme Saint-Augustin, que s'il est vrai que «Dieu nous a créés sans nous, reste cependant qu'il ne peut pas nous sauver sans nous.» Ainsi, pour les évêques du Gabon, «notre collaboration à la volonté du Seigneur est indispensable.» Ces religieux précisent dans leur message que «jour après jour, la société gabonaise dans son ensemble est en déroute.» Et de diagnostiquer que, «fébrile, elle vit en plein désarroi. Sa crédibilité, disent-ils, baisse sur la terre des vivants, et le monde entier regarde le Gabon se débattre comme s'il était enfermé dans une cage transparente.» Dans ce contexte, poursuivent-ils, «plusieurs voix s'élèvent un

peu partout : au Gabon, en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe. Ces voix se prononcent assez clairement sur le cas du Gabon (...) Saurons-nous, nous asseoir ensemble, nous écouter attentivement et entendre ces voix, pour ensuite nous mettre au travail pour un Gabon réconcilié, un Gabon nouveau ?» Et de faire remarquer que «des décisions politiques prises ou projetées, pour tenter de résoudre cette crise, laissent perplexe, désemparée et insatisfaisante la population gabonaise». En sus de «la baisse des salaires et la croissance vertigineuse du taux de chômage», ces hommes de Dieu en citent, pour exemple, «la naissance de nouvelles taxes et l'augmentation des anciennes.»

**airtel**  
LE RÉSEAU DES SMARTPHONES

**DOUBLE CRÉDIT PERMANENT VERS TOUS LES RÉSEAUX**

Bonus valable JUSQU'À ÉPUISEMENT